

Guide opérationnel
d'élaboration
de l'**ANALYSE DES COÛTS**
des programmes et des actions
de **politique publique**

Février 2016



Présentation du guide

Le présent guide constitue pour les équipes ministérielles et les services du contrôle budgétaire et comptable ministériel (SCBCM) un appui opérationnel à l'élaboration du volet d'analyse des coûts des projets annuels de performances (PAP) et rapports annuels de performances (RAP).

Avertissement :

La procédure d'élaboration de la CAC dans CHORUS applicable aux programmes du budget général est définie dans le guide de prise en main de la CAC dans CHORUS, disponible sur la page d'accueil de l'application FARANDOLE et sur le site DIAPASON (<https://CHORUS-diapason.finances.ader.gouv.fr>).



Table des matières

FICHE 0 – Introduction et définition de l'analyse des coûts	3
FICHE 1-1 – La procédure d'élaboration de la CAC – Principes	4
FICHE 1-2 – La procédure d'élaboration de la CAC – Spécificités liées aux RAP	7
FICHE 2 – Les coûts directs	9
FICHE 3-1 – Les déversements – Principes	10
FICHE 3-2 – Les déversements externes	11
FICHE 4 – Les déversements liés aux dépenses effectuées sur « décrets de transfert »	13
FICHE 5 – Les contrôles de cohérence de FARANDOLE	15
FICHE 6 – Liste des programmes et bureaux sectoriels de rattachement	18
FICHE 7-1 – Modèle de fiche de déversements	21
FICHE 7-2 – Les matrices des déversements	22
FICHE 7-3 – Modèle de tableau des cycles des déversements (TDD)	22
FICHE 8 – Ressources documentaires et référents à la direction du budget	25

FICHE 0 – Introduction et définition de l'analyse des coûts

OBJECTIFS

L'analyse des coûts, partie intégrante de la démarche de performance, **visé une meilleure connaissance des coûts et des déterminants de la dépense. Ce faisant, elle permet la restitution des crédits complets (PAP), dépenses complètes et coûts directs (RAP) des actions et/ou des programmes.** Cet exercice interministériel et transversal s'appuie sur un dispositif permettant d'évaluer la part des crédits de soutien et/ou de services polyvalents imputables aux programmes et actions de politique publique : **la comptabilité d'analyse des coûts ou CAC.**

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC), répond à une prescription organique (art. 27 de la LOLF). Elle communique au Parlement :

- Dans le cadre des projets annuels de performances (PAP) (art. 51 de la LOLF) : **les crédits complets prévisionnels des programmes et des actions de politique publique** en leur intégrant la part des crédits indirects, de soutien ou de services polyvalents, qui leur est imputable. Les projets de loi de finances font plus particulièrement porter l'effort sur l'identification des enjeux posés en matière de consommation de crédits partagée entre programmes, qu'ils appartiennent ou non au même ministère, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

- Dans le cadre des rapports annuels de performances (RAP) (art. 54 de la LOLF) : les **dépenses complètes des programmes et des actions de politique publique** incluant la part des dépenses indirectes, de soutien ou de services polyvalents, qui leur est imputable, et les **coûts directs des programmes** incluant les charges et produits de l'exercice selon le principe d'une comptabilité patrimoniale (ou générale).

La CAC, comptabilité à part entière de l'Etat, fait l'objet d'une réaffirmation réglementaire, notamment par le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, dit décret GBCP (articles 55, 153 et 165).

CARACTERISTIQUES

L'analyse des coûts est :

- **une information destinée aux parlementaires pour lesquels elle restitue une vision budgétaire et économique de l'ensemble des moyens consommés par programme ou action de politique publique. Elle est ainsi produite dans un souci constant de lisibilité accrue des données financières.** A cet effet, la CAC sur laquelle elle s'appuie, induit une normalisation et une homogénéisation des traitements analytiques appliqués aux données des comptabilités budgétaire et générale. Ce faisant, elle garantit la pertinence des consolidations de données, opérées sur l'ensemble du budget de l'Etat et permet les comparaisons inter-programmes.

- **un exercice transversal à la structuration budgétaire des programmes** : elle met en évidence les contributions croisées entre ministères, missions et programmes et ce, en dehors de toute considération d'organisation des services. **La CAC n'a toutefois pas vocation à modifier les maquettes budgétaires mais à corriger les effets de construction incluant le nécessaire recours en gestion d'actions et/ou de programmes de soutien. Elle doit en conséquence rester cohérente avec les choix opérés en matière de répartition des crédits entre programmes et actions de politique publique** tout en soulignant la pertinence des choix d'organisation des moyens retenus.

A noter que **la CAC se distingue des consolidations opérées dans le cadre des documents de politiques transversales (DPT) ou « Jaunes »** budgétaires, bâties sur des périmètres politiques et budgétaires différents.

- **une démarche** standardisée et documentée de façon **précise et homogène** visant une amélioration des aspects qualitatifs, méthodologiques et techniques de la maîtrise des coûts du budget de l'Etat.

MOYENS MOBILISES

La CAC mobilise en conception et en production, les équipes de la fonction financière ministérielle, les services du contrôle budgétaire et comptable ministériel (SCBCM) et les administrations centrales de la direction du budget (DB), auxquels s'ajoutent celles de la direction générale des finances publiques (DGFIP) aux RAP.

La CAC **suppose une concertation constante** entre les équipes ministérielles et les SCBCM (département du contrôle budgétaire – DCB – au PAP et au RAP et département comptable ministériel – DCM – au RAP uniquement). Dans un souci de consolidation et de transparence de l'information financière, **les échanges entre l'ensemble des équipes sont menés très en amont de la phase d'élaboration afin de garantir la visibilité et le partage formalisé de ces consommations de ressources. Le caractère essentiel du rôle des SCBCM est réaffirmé lors des travaux préparatoires par les équipes ministérielles.** Ces services sont donc associés très en amont de la simple relecture finale des PAP/RAP.

FICHE 1-1 – La procédure d'élaboration de la CAC – Principes

1-1.1. Les acteurs

Les gestionnaires CAC (équipes ministérielles)

- sont garants de la modélisation des règles de déversement ;
- organisent les modalités, contenus et calendrier des échanges à mener au sein de leur ministère en vue de l'établissement du dossier CAC (fiches explicatives de déversement et tableau des cycles des déversements – TDD) ;
- interagissent de façon étroite avec les responsables de programme, afin d'échanger sur les hypothèses et paramètres de la construction du modèle CAC et entretiennent un dialogue renforcé avec leur SCBCM qu'ils associent, dès la phase de conception, à la compréhension des choix analytiques retenus ;
- adresse par messagerie électronique le dossier CAC, simultanément :
 - au SCBCM / contrôleur budgétaire (ou son représentant, que le SCBCM aura désigné au ministère parmi les personnes dûment habilitées dans FARANDOLE) ;
 - aux bureaux sectoriels et de synthèse de la direction du budget ;
- assurent, pour les programmes du budget général, la production de la CAC dans le système d'information financier de l'Etat, CHORUS, en procédant à tous les contrôles (conformité, cohérence, etc.) utiles à la validation de leur production ;
- font valider leur production dans CHORUS par leur SCBCM et le bureau de synthèse de la direction du budget ;
- contrôlent le correct déversement dans l'application budgétaire FARANDOLE des ventilations exécutées dans CHORUS ;
- effectuent directement, pour les programmes du budget annexe, la saisie des résultats de la CAC dans FARANDOLE ;
- saisissent les commentaires des programmes du budget général et du budget annexe dans FARANDOLE ;
- finalisent leurs travaux CAC en livrant les commentaires et le jeton CAC au SCBCM.

Le département du contrôle budgétaire (DCB)

- est localement garant de la cohérence des volets CAC et agit comme premier « valideur » des résultats de la CAC ;
- est associé à la constitution du dossier CAC et procède à son examen, aussi bien sur le fond que sur la forme, en amont de la production de la CAC (et sans en attendre la livraison par l'équipe ministérielle) ;
- valide le dossier CAC conjointement avec la direction du budget ;
- contrôle la conformité des paramétrages CHORUS effectués par les gestionnaires au regard du dossier CAC ;
- valide les résultats de la CAC et contrôle la cohérence du volet CAC par la relecture des commentaires dans FARANDOLE ;
- transmet à la direction du budget le jeton CAC.

Le bureau sectoriel de la direction du budget

- procède à l'examen du dossier CAC avec, si besoin, un retour vers le DCB et une information à l'équipe ministérielle ;
- dispose à tout moment des informations tenues dans CHORUS et contrôle la cohérence du volet CAC à travers la relecture des commentaires ;
- valide le volet CAC du PAP ou RAP consolidé dans FARANDOLE par la transmission du jeton CAC au bureau de synthèse de la direction du budget.

Le bureau de synthèse de la direction du budget (2PERF)

- pilote l'ensemble des travaux en validant notamment le dossier CAC des ministères et les paramétrages CHORUS ;
- s'assure de la cohérence d'ensemble des déversements et de la pertinence des commentaires.

Le caractère interministériel et transversal de l'exercice CAC impose le respect du calendrier annexé à la circulaire d'élaboration des PAP et des RAP chaque année. Une réelle anticipation de tous les travaux qui peuvent l'être garantit par ailleurs un temps d'analyse suffisant aux équipes ministérielles.

1-1.2. Le volet d'analyse des coûts dans les documents budgétaires

Le volet « CAC » se décompose en trois parties :

- un histogramme comparant par action (ou programme) les crédits directs et les crédits complets au PAP, les dépenses directes et les dépenses complètes ainsi que les crédits LFI complets et les dépenses complètes au RAP ;
- des tables de données retraçant successivement, les crédits directs (ou dépenses directes) des actions, le montant des ventilations internes (déversements de l'action de soutien/services polyvalents existante) et externes (déversements entre programmes), puis les crédits complets (dépenses complètes) de l'action, ainsi qu'un tableau récapitulant les ventilations externes vers ou en provenance de missions partenaires ;
- des commentaires d'analyse produits par les équipes ministérielles. Ces commentaires décrivent et justifient la méthode appliquée en CAC. Ils permettent d'objectiver les résultats présentés et d'assurer leur comparabilité.

A noter qu'au RAP, le volet CAC inclut par ailleurs une partie « coûts directs » élaborée à partir des données issues de la comptabilité générale.

1-1.3. La constitution du dossier CAC

Le dossier d'analyse des coûts, dit CAC, comporte 3 éléments :

1. **Les fiches explicatives de déversement** ► **décrivent et justifient les liens de consommation de ressources** *(voir également fiche concernée du présent guide)*

Leur caractère normatif permet leur rédaction ou leur mise à jour bien en amont du travail de valorisation, c'est-à-dire sans attendre que soient arrêtées les données budgétaires à traiter.

En cas de déversements externes, notamment entre programmes de missions différentes, les fiches sont partagées entre ministères, valant accord sur les déversements considérés.

2. **La matrice des déversements** (uniquement pour les budgets annexes) ► **valorise les coûts des actions** *(voir également fiche concernée du présent guide)*

La matrice des déversements des budgets annexes est élaborée sous tableur Excel. Son format est standardisé. Toutefois, le modèle proposé peut être aménagé pour tenir compte des structures de déversement. En toute logique, la matrice permet de visualiser non seulement les déversements (par l'utilisation d'un code couleur), mais aussi les résultats finaux, à saisir dans FARANDOLE.

3. **Le tableau des cycles des déversements (TDD)** ► **retranscrit le modèle analytique de la CAC ainsi que son paramétrage dans CHORUS. Il instrumente le processus de contrôle interne.** *(voir également fiche concernée du présent guide)*

Cet outil a été introduit dès le PAP 2014 pour l'ensemble des programmes du budget général éligibles à la CAC.

Le dossier CAC constitué est à adresser simultanément au DCB et aux bureaux sectoriels et de synthèse de la direction du budget, dans la limite du calendrier défini en annexe de la circulaire CAC correspondante.

1-1.4. La saisie de la CAC dans FARANDOLE

Les modalités de saisie des données dans l'application FARANDOLE donnent lieu à un développement spécifique dans les formations à l'outil que propose la direction du budget (bureau BII).

Le volet « analyse des coûts » des PAP implique la saisie dans FARANDOLE :

- des ventilations pour les programmes des budgets annexes ;
- des commentaires pour les programmes des budgets annexes et du budget général, éligibles à la CAC.

Le volet « analyse des coûts » des RAP implique la saisie dans FARANDOLE :

- des ventilations, pour les programmes des budgets annexes, relatives à la **LFI N-1** ;
- des données chiffrées, pour les programmes des budgets annexes, relatives aux coûts (exécution N-1).

Le volet « analyse des coûts » est introduit par une notice explicative, commune à tous les programmes. Il comporte trois parties :

- A. La comparaison graphique des crédits directs et crédits complets au PAP et des dépenses directes et dépenses complètes ainsi que des crédits LFI complets et des dépenses complètes au RAP

- B. La présentation des crédits ou dépenses sous forme de deux tableaux :

1. **Un premier tableau :**

- détaillant par action les **ventilations internes** au programme, et les **ventilations externes** au programme, émises ou reçues d'autres programmes ;
- fournissant le résultat, après déversements, des crédits **complets prévisionnels (ou dépenses complètes)** ;
- indiquant en %, la variation entre crédits directs (ou dépenses directes) et crédits complets (ou dépenses complètes).

2. **Un second tableau** dit « des programmes liés » détaillant l'origine ou la destination des déversements externes par mission.

Ces tableaux sont augmentés dans les RAP d'un tableau comparant par programme les coûts directs (données issues de la comptabilité générale incluant les charges calculées) et les dépenses directes.

Une attention particulière doit être portée sur la **vérification de la cohérence entre toutes les données** restituées dans FARANDOLE. Les écarts d'équilibre associés aux données chiffrées génèrent à l'euro près, dans l'application FARANDOLE, des messages d'erreurs (cf. détail des contrôles effectués par FARANDOLE – fiche spécifique du présent guide).
A noter, la restitution de la CAC dans FARANDOLE s'effectue en K€.

C. Les observations

L'objectif des commentaires est de porter à la connaissance du Parlement tout élément permettant d'apprécier les crédits complets et dépenses complètes des actions de politique publique et les coûts directs des programmes de politique publique. A cet effet, on distingue trois niveaux d'information :

1. Une présentation des caractéristiques du modèle :

Uniquement aux PAP : paramètres et variables structurants les règles de déversements mises en œuvre en CAC.

2. Une présentation des évolutions du modèle :

Aux PAP, l'analyse des coûts étant un exercice prévisionnel, les clés de répartition s'appuieront sur les informations résultant des gestions antérieures, éventuellement transposées dans la nouvelle structure budgétaire.

Aux RAP, les traitements analytiques appliqués aux dépenses devront obéir à la méthode retenue en LFI de référence.

3. Une analyse des écarts, destinée à éclairer le Parlement sur la signification des résultats obtenus :

Aux PAP, est commenté le passage entre les crédits directs prévisionnels et les crédits complets prévisionnels et notamment :

- justification du modèle analytique CAC retenu ;
- analyse des écarts par action, entre crédits directs et crédits complets prévisionnels.

Aux RAP, sont commentés les écarts entre dépenses directes (non retraitées) et dépenses complètes (après ventilation), les écarts entre crédits LFI complets (prévision) et dépenses complètes (exécution) et les écarts entre coûts directs (comptabilité générale) et dépenses directes (comptabilité budgétaire).

1-1.5. Prise en compte des modifications de crédits en fin de processus PAP

La finalisation des travaux de la CAC dans CHORUS a généralement lieu début septembre. Après cette date, des arbitrages peuvent encore intervenir.

Ces affectations ou modifications de crédits sont prises en compte dans le montant des crédits directs par actions présentés dans les tableaux de FARANDOLE mais ne le sont pas dans CHORUS, ce qui oblige les équipes CAC à ré-exécuter plusieurs fois la variante interne/externe de leur ministère dans CHORUS.

Depuis le PLF 2016, un seuil de 3% a été instauré pour la prise en compte des modifications de crédit par action (hors soutien). Ainsi, toute modification de crédits par action (hors soutien) inférieure à ce seuil ne nécessitera pas de ré-exécuter la version finale du gestionnaire (VTF) de la variante interne/ externe ministérielle dans CHORUS.

FICHE 1-2 – La procédure d'élaboration de la CAC – Spécificités liées aux RAP

1-2.1. Traitement préalable de la LFI

Aux RAP, les ventilations de LFI constituent une référence historique et méthodologique pour l'analyse des coûts. Elles sont ainsi un élément essentiel à l'analyse des dépenses de l'exécution (comparaison entre crédits prévisionnels complets LFI et dépense complète exécutée).

Les ventilations LFI sont obtenues avant le début des travaux du RAP selon la même procédure (envoi du dossier CAC actualisé, paramétrages dans CHORUS, vérification du correct déversement dans FARANDOLE).

1-2.2. Prise en considération des données issues de la comptabilité générale

L'analyse des coûts aux RAP est basée sur les comptabilités budgétaire et générale de l'État :

- la **comptabilité budgétaire** donne lieu à la détermination des dépenses complètes.

Les données budgétaires déterminant les **dépenses directes** sont mises à disposition des ministères par la direction du budget dans l'application FARANDOLE. Elles sont issues de CHORUS (cf. infra).

- la **comptabilité générale** donne lieu à la détermination des coûts directs.

Les données de comptabilité générale issues du module CO de CHORUS sont transmises par la direction du budget à la DGFIP qui les communique aux DCM et centralise les corrections à apporter aux coûts directs avant de retourner à la direction du budget les coûts directs définitifs corrigés pour saisie dans FARANDOLE.

1-2.3. Les acteurs

Les acteurs de la procédure aux RAP sont les mêmes que ceux définis plus haut (cf. Fiche 1-1). **L'élaboration des RAP nécessite également l'intervention du département comptable ministériel (DCM) et de la direction générale des finances publiques (DGFIP) pour le volet « coûts directs ».**

Le département comptable ministériel (DCM)

- sécurise, en lien avec la DGFIP, le montant des coûts directs en s'assurant de l'exhaustivité des écritures prises en compte dans la CAC, entre autres à travers l'analyse du journal des recopies, et en réintégrant les écritures manquantes (écritures de neutralisation, écritures sans domaine fonctionnel, etc.) ;
- produit les commentaires du volet « coûts directs » et les communique aux gestionnaires CAC pour saisie dans FARANDOLE.

La direction générale des finances publiques (DGFIP)

- est responsable de la recopie des données de comptabilité générale et assure les conditions de son exhaustivité à travers :
 - un paramétrage adapté des comptes PCE entrant dans le périmètre de la CAC dont elle communique l'état pour le millésime concerné ;
 - une validation des données comptables (coûts directs) issues de la recopie dans CHORUS CO ;
 - une sensibilisation suffisante des DCM sur les pratiques comptables portant à conséquence et un copilotage avec la direction du budget des travaux des DCM.
- communique à la direction du budget les coûts directs définitifs corrigés pour saisie dans FARANDOLE.

1-2.4. Le calendrier des travaux CAC

A l'instar du calendrier au PLF, le calendrier de production des travaux de la comptabilité d'analyse des coûts dans les RAP est fixé par circulaire annuelle de la direction du budget.

Il est conditionné :

- en amont, par la date de production des données comptables ;
- en aval, par la transmission des RAP à la Cour des comptes et notamment des RAP anticipés ;
- plus généralement, par la forte transversalité des opérations en CAC, traduite par des déversements entre programmes réciproquement imbriqués, appartenant ou non à la même mission. Le caractère interministériel de la CAC impose ainsi une synchronisation des opérations des ministères.

L'ensemble de ces paramètres implique un strict respect des jalons.

1-2.5. Le contenu du dossier

1. Des fiches explicatives de déversement

Sur la base des fiches produites en LFI de référence, les fiches explicatives des déversements à fournir aux RAP tiennent compte des ventilations opérées sur décrets de transfert.

2. Une matrice des déversements (uniquement pour les programmes des budgets annexes)

3. Un tableau des cycles des déversements (TDD)

Le TDD regroupe les éléments de modélisation et de paramétrage du volet « Dépenses complètes ». Il n'est produit que pour les programmes du budget général éligibles à la CAC. **Au RAP, le TDD inclut les règles relatives à la ventilation des articles 98-99 ainsi que les décrets de transfert pris en compte en CAC.**

1-2.6. Le contenu des documents budgétaires

Le volet « analyse des coûts » des RAP implique la saisie dans FARANDOLE :

- des données chiffrées relatives à la LFI de référence, pour les programmes des budgets annexes ;
- des données chiffrées relatives aux dépenses directes, dépenses indirectes (déversements) et dépenses complètes pour les programmes des budgets annexes ;
- des montants définitifs corrigés des coûts directs pour tous les programmes.

L'analyse des résultats obtenus sur les écarts constatés entre :

- dépenses directes et dépenses complètes (après déversements) ;
- prévision (crédits LFI) et exécution du même exercice/millésime (dépenses complètes) ;
- dépenses directes et coûts directs (intégrant les données de la comptabilité générale) ;
- exécutions de l'année N et N-1 pour les coûts directs.

1-2.7. Les décrets de transfert (DT) – cf. Fiche 5

FICHE 2 – Les coûts directs

Pour plus de détails, se référer au « Cahier pratique d'aide à l'élaboration du volet CAC des RAP » édité par la DGFIP

2.1. Définitions

Les coûts directs des programmes et actions de politique publique sont construits sur les données issues de la comptabilité générale pour retracer, sur l'exercice considéré, l'ensemble des consommations de ressources au-delà des seules consommations de crédits.

Dans la comptabilité générale, par opposition au bilan qui donne la photographie du patrimoine de l'État sous forme d'actifs et de passifs, le compte de résultat retrace les événements survenus sur la gestion écoulée et expliquant la variation du bilan. **Ce sont donc les données comptables extraites du compte de résultat de l'État qui sont prises en compte pour calculer les coûts directs.**

Les **coûts directs** sont les coûts directement imputés à une action à partir des données de comptabilité générale traduisant des consommations de ressources. Ils correspondent aux charges imputées sur les comptes de classe 6 du plan comptable de l'État (PCE).

2.2. Procédure relative aux coûts directs

Suite aux **travaux de simplification effectués en 2014** et appliqués dès le RAP 2014, le **volet coûts de la CAC au RAP** ne comporte plus de déversements et ne présente donc plus par action les coûts complets comparés aux dépenses complètes. Par conséquent, il **présente par programme les coûts directs comparés aux dépenses directes**.

Il n'y a donc plus d'opérations de traitement ou de paramétrage de ce volet dans le module CAC. Le module CAC sert uniquement à **obtenir des restitutions donnant les coûts directs par programme** ainsi que **le détail des écritures par programme et par nature comptable**.

Ce volet est piloté conjointement par la direction du budget et la DGFIP. Il implique également les services du contrôle budgétaire et comptable ministériel (SCBCM) qui, entre autres, sécurisent, en lien avec la DGFIP, le montant des coûts directs.

Depuis 2014, les données nécessaires à la confection des RAP sont automatiquement déversées dans le module CO de CHORUS (recopie des données du module FI vers le module CO) sous l'effet du « typage » en amont du plan comptable de l'État (PCE). Les données recopiées sont « stockées » sur une plateforme portant le code « **C98** » du module CAC.

Afin de vérifier le caractère complet des opérations comptables devant intégrer les coûts directs, **les DCM et la DGFIP doivent s'assurer de l'exhaustivité des écritures prises en compte dans la CAC**, entre autres à travers l'analyse du journal de recopie, **et réintègrent les écritures manquantes** (écritures de neutralisation, écritures sans domaine fonctionnel, écritures non soldées des comptes 23*, etc.). Les montants définitifs validés par la DGFIP et les DCM sont ensuite communiqués à la direction du budget pour saisie manuelle par le bureau BII dans FARANDOLE.

- **Format indicatif du tableau Excel à remplir par la direction du budget, la DGFIP et les DCM afin d'obtenir les coûts directs définitifs par programme à intégrer dans FARANDOLE :**

Programme	Coûts directs extraits de CO par DB	Retraitement compte 23*	Écritures de neutralisation	Écritures sans domaine fonctionnel	Autres écritures	Coûts directs définitifs
CAC_140						
CAC_141						
CAC_142						
CAC_143						
CAC_144						
CAC_145						
CAC_146	1530333268,95	5791360171,10	3709804,79			7325403244,84
CAC_147						

Les deux premières colonnes **en bleu** sont à fournir par la **direction du budget**.

Les colonnes suivantes **en rouge** sont à fournir par les **DCM**.

Les DCM produisent par ailleurs les commentaires du volet coûts directs et les communiquent aux gestionnaires CAC pour saisie dans FARANDOLE.

FICHE 3-1 – Les déversements – Principes

Préalable : les déversements sont des retraitements de données comptables permettant de réaffecter à une action de politique publique, la part consommée des ressources de soutien ou de services polyvalents qui lui sont imputables.

Typologie de déversements

1. Les déversements internes

L'action de politique publique consomme des moyens indirects, gérés au sein du même programme.

2. Les déversements externes

L'action de politique publique consomme des moyens indirects, gérés par un autre programme au sein d'un même périmètre ministériel.

3. Les déversements (externes) extérieurs

L'action de politique publique consomme des moyens indirects, gérés par un autre programme rattaché à un périmètre ministériel distinct.

Ces déversements impliquent différents niveaux de coordination. (cf. déversements externes notamment)

4-2.1. Principes

Les déversements effectués entre deux programmes distincts (appartenant au même ministère ou pas, rattachés à la même mission ou non) **sont dits externes.**

Ces déversements **nécessitent une coordination renforcée entre équipes ministérielles** afin de partager le plus en amont possible de leur valorisation, les éléments de méthode, les règles de gestion, les objets et montants à prendre en charge dans les CAC respectives. A ce titre, le calendrier des travaux liés à la CAC prévoit un jalon intermédiaire de négociation dont le bon déroulement dépendra largement :

- de l'équipe ministérielle, pour ce qui concerne les **déversements externes au sein d'un même ministère** ;
- d'une coordination interministérielle opérée le plus en amont possible, avec l'appui des SCBCM, dans le cadre des **déversements externes dits extérieurs.**

Afin de consolider les CAC, les différents échanges et accords doivent être formalisés par les programmes liés. Ces déversements font donc l'objet d'une fiche de déversement spécifique.

Traitement analytique particulier des déversements

Le système de « cascades » permettant d'abonder de façon globale les programmes « soutien » des ministères bénéficiaires a été supprimé. En effet, le partage des cycles extérieurs dans CHORUS permet aux ministères émetteurs et récepteurs de renseigner respectivement, les coordonnées précises d'émission (ministère émetteur), puis les actions de politique publique concernées in fine par la réception (ministère bénéficiaire).

4-2.2. Cas particuliers : les programmes de mutualisation interministériels

4-2.2.1. Le programme 309 – « Entretien des bâtiments de l'État »

Le programme 309 « Entretien des bâtiments de l'État » relevant de la mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », créé sous la responsabilité du service France Domaine, regroupe depuis le PLF 2009 les crédits d'entretien du propriétaire (entretien lourd), auparavant dispersés sur les budgets des administrations occupantes.

Construit budgétairement à partir de la contribution des ministères (assise sur un pourcentage de leurs loyers budgétaires), le programme 309 est un **programme « soutien » assurant le pilotage de la politique globale de l'entretien des bâtiments de l'État** dont l'exécution est confiée aux ministères (par le biais de délégations de gestion passées entre le programme 309 et les BOP ministériels). Depuis 2010, sa gestion est déclinée d'une part en budgets opérationnels de programme (BOP) ministériels ; d'autre part en budgets opérationnels (BOP) "préfectures" interministériels.

4-2.2.2. Le programme 333 – « Moyens mutualisés des administrations déconcentrées »

Le programme 333, rattaché à la mission « Direction de l'action du gouvernement » dans le périmètre ministériel des Services du Premier Ministre (SPM), est construit budgétairement depuis le PLF 2011 à partir de contributions des ministères provenant pour l'essentiel d'une douzaine de programmes support et desservant un nombre plus important de programmes de politique publique.

Destiné à formaliser la mutualisation d'une partie des moyens de fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI), le programme 333 doit justifier par l'analyse des coûts la contribution des DDI aux différentes politiques publiques. Il regroupe les crédits de fonctionnement (DDI) ainsi que les crédits immobiliers d'une grande partie des services régionaux et départementaux.

Portant sur les seules dépenses de fonctionnement courant ainsi que sur le fonctionnement immobilier des DDI et des principales directions régionales (hors crédits immobiliers relevant du programme 309), l'exécution du programme relève des préfets de région (pour les dépenses de fonctionnement, BOP régional avec des UO départementales pour les DDI).

4-2.2.3. Principe d'élaboration de la CAC des programmes de mutualisation interministériels pour le PLF N

Les programmes 309 et 333 font partie des programmes « soutien » et sont donc éligibles à l'analyse des coûts. L'élaboration de la CAC de ces programmes obéit au même processus mais selon un calendrier spécifique pour les exercices PLF, LFI et RAP.

La détermination des déversements des programmes de mutualisation (P309 et P333) conditionne les travaux d'analyse des coûts des programmes destinataires/bénéficiaires de ces déversements. **A ce titre, il est donc nécessaire que soient arrêtés dès que possible, conjointement entre ces programmes et les autres programmes, d'une part, le montant (à l'euro près) du déversement ; et, d'autre part, la destination par ministère bénéficiaire des déversements, à l'action près (ou sous-action près le cas échéant) ou méthode de ventilation.**

Depuis les deux précédents exercices, l'expérience a montré la nécessité d'un échange organisé et rapide des informations entre ces programmes de mutualisation interministériels (P309 et P333) et les autres programmes pour ne pas retarder la finalisation rapide de leurs propres travaux CAC. Une fois défini l'ensemble des éléments, l'équipe ministérielle chargée de la CAC des programmes de mutualisation (P309 et P333) en établit la synthèse, qu'elle adresse :

- aux correspondants ministériels chargés de la CAC des ministères concernés ;
- avec copie à son contrôleur budgétaire et aux bureaux sectoriels et de synthèse de la direction du budget.

Par retour, chaque équipe ministérielle CAC bénéficiaire doit lui confirmer son accord sur la méthode et les montants des déversements émis des P309 et P333.

Tout échange sur ces éléments est également adressé en copie au contrôleur budgétaire du ministère concerné ainsi qu'à la direction du budget.

Ces éléments seront portés dans les TDD respectifs des ministères et saisis dans CHORUS, par le biais d'un cycle extérieur spécifique (voir la procédure CAC-CHORUS et guide ad-hoc).

Aux PAP N, France Domaine et les services du Premier Ministre, pour ce qui relève respectivement des P309 et P333, précisera aux ministères bénéficiaires, les modalités de calcul et les montants pris en compte dans la construction budgétaire du programme. Les ministères sont ainsi en mesure de faire apparaître les déversements correspondants dans leur TDD.

Aux RAP, à titre d'exemple, les ministères financiers (P309) et les services du Premier ministre (P333) établissent un rattachement des données d'exécution aux ministères bénéficiaires des dépenses afin d'arrêter le montant des déversements à retenir en CAC.

L'analyse des coûts évolue en fonction des possibilités de restitution des informations associées à l'outil CHORUS. Les déversements sont basés sur l'exécution constatée dans l'outil, au niveau des BOP et des UO. Dès lors, France Domaine et les SPM retraitent les données pour les rattacher au ministère bénéficiaire notamment au moyen d'enquêtes opérationnelles.

Plus généralement, il convient de se référer aux éléments de calendrier fixés chaque année en annexe de la circulaire budgétaire de finalisation des projets annuels de performances (cf. Annexe CAC).

FICHE 4 – Les déversements liés aux dépenses effectuées sur « décrets de transfert »

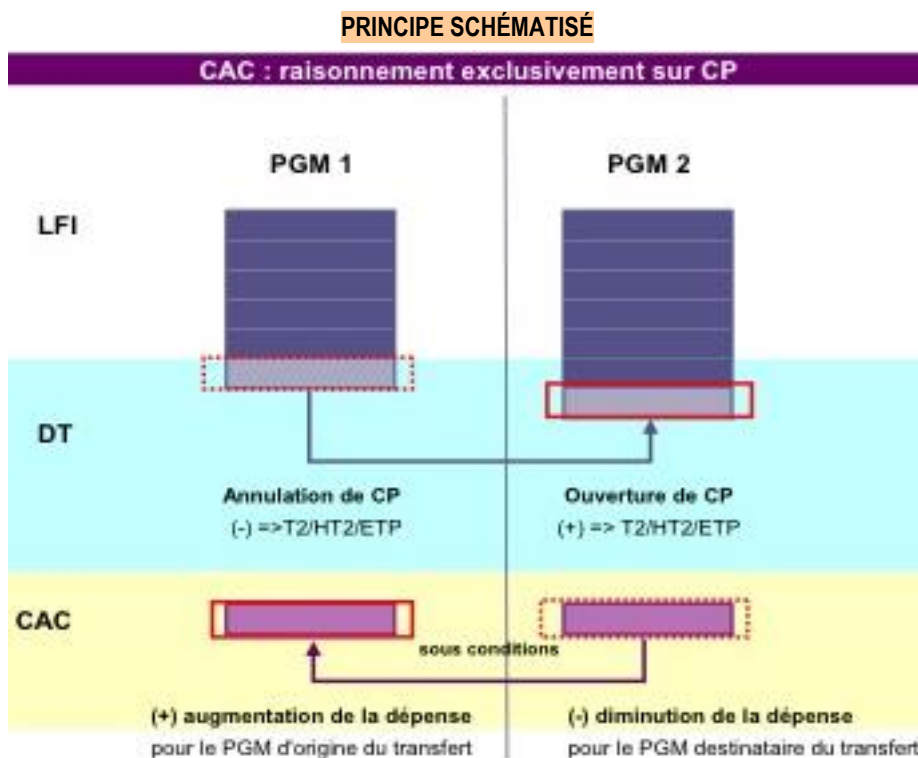
5.1. Art. 12 de la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances

I. - Des virements peuvent modifier la répartition des crédits entre programmes d'un même ministère. **Le montant cumulé, au cours d'une même année, des crédits ayant fait l'objet de virements, ne peut excéder 2 % des crédits ouverts par la loi de finances de l'année pour chacun des programmes concernés.** Ce plafond s'applique également aux crédits ouverts sur le titre des dépenses de personnel pour chacun des programmes concernés.

II. - **Des transferts peuvent modifier la répartition des crédits entre programmes de ministères distincts, dans la mesure où l'emploi des crédits ainsi transférés, pour un objet déterminé, correspond à des actions du programme d'origine.** Ces transferts peuvent être assortis de modifications de la répartition des emplois autorisés entre les ministères concernés.

III. - Les virements et transferts sont effectués par décret pris sur le rapport du ministre chargé des finances, après information des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées des finances et des autres commissions concernées. L'utilisation des crédits virés ou transférés donne lieu à l'établissement d'un compte rendu spécial, inséré au rapport établi en application du 4° de l'article 54.

IV. - Aucun virement ni transfert ne peut être effectué au profit de programmes non prévus par une loi de finances. Aucun virement ni transfert ne peut être effectué au profit du titre des dépenses de personnel à partir d'un autre titre.



5.2. Critères de prise en compte en analyse des coûts

La prise en compte en analyse coûts des dépenses effectuées sur transferts de crédits en gestion est conditionnée par plusieurs éléments.

5.2.1. Le caractère significatif de l'objet du transfert de crédits

Cette prise en compte se justifie par la finalité même de l'analyse des coûts qui vise à **imputer les dépenses aux seules actions de politique publique auxquelles elles se rattachent.**

Un déversement de dépenses doit donc être opéré en analyse des coûts uniquement si le programme qui exécute la dépense avec les crédits qui lui ont été ouverts par le transfert, participe à la politique publique portée par le programme à l'origine du transfert (i.e. celui dont les crédits ont été annulés).

De même, un déversement de dépenses doit être opéré **si le programme d'origine est un programme de soutien** et s'il a fait l'objet, dans le cadre du PAP, d'un déversement de crédits vers un ou des programmes de politique publique. **Dans ce cas, le déversement des dépenses, dans le RAP, doit être effectué directement vers lesdits programmes de politique publique, et ce, afin d'éviter des déversements « en cascade ».**

A contrario, les transferts de crédits décidés au titre de la contribution à une politique publique non ou insuffisamment dotée en LFI ne devraient pas, a priori, donner lieu à déversement, entre programmes, des dépenses exécutées correspondantes.

En tout état de cause, ces critères sont à apprécier au cas par cas et font l'objet d'un échange entre ministère émetteur et ministère récepteur des crédits.

Ainsi, les dépenses exécutées sur la base de transferts de crédits en gestion à retenir en analyse des coûts dans le RAP (bien que non inscrits dans le PAP) concernent en majeure partie :

- les dépenses de personnel de ministères (a fortiori de programmes) ne disposant pas de corps de fonctionnaires propres, dont l'exécution est assurée par d'autres ministères ;
- des dépenses de fonctionnement mutualisées, dont l'exécution est assurée par un programme au profit d'autres programmes ;
- des dépenses d'investissement ou de fonctionnement exécutées pour des raisons techniques par un programme au profit d'un autre programme

5.2.2. Le caractère significatif du montant du transfert de crédits

Il n'est pas envisagé pour l'heure de traiter en comptabilité d'analyse de coûts la totalité des dépenses liées aux transferts de crédits répondant au critère défini au point II-A.

Le montant du transfert doit ainsi apparaître suffisamment significatif pour que les dépenses exécutées correspondantes soient retranscrites par un déversement en comptabilité d'analyse des coûts. Le caractère significatif du montant est à apprécier aussi bien du point de vue du programme à l'origine du transfert que du programme qui en bénéficie (accord entre programme émetteur et programme récepteur).

Les dépenses associées à des décrets de transfert dont le montant n'apparaîtrait pas significatif pour être traduites en CAC mais « politiquement » assez significatif pour être signalées en analyse des coûts, **devront être retracées dans le corps des commentaires prévus dans le volet d'analyse des coûts du RAP.**

5.2.3. La réciprocité de la prise en compte en analyse des coûts

S'agissant de déversements entre programmes relevant le plus souvent de ministères distincts, un accord doit être trouvé entre tous les acteurs concernés, tant sur les critères de prise en compte « politique » que sur le montant des dépenses exécutées, que sur les règles de déversement à appliquer.

5.3. Traitement opérationnel des dépenses sur décrets de transfert

Sur la base de la liste des DT transmise par la DB aux ministères à la mi-janvier

A noter, en amont des filtres effectués dans les modalités exposées plus haut, tous les décrets de transferts associés à un programme sans CAC (voir liste des PGM concernés,) sont exclus des opérations CAC.

Les ministères doivent apprécier le caractère significatif de l'objet du DT

=> Les crédits transférés doivent être consommés par le programme destinataire pour le compte de la politique publique menée par le programme d'origine

Les ministères sont invités à échanger pour s'assurer d'un accord de point de vue.

Les ministères doivent apprécier le caractère significatif du montant du DT

=> Le montant doit être significatif : même si la condition première est remplie, ne sont pas confirmés en CAC, les montants ne présentant pas un enjeu quantitatif significatif

A priori, les décrets de transfert dont le montant total est inférieur à 1M€ ont été exclus de la proposition d'intégration en CAC. Les ministères peuvent toutefois revenir sur cette présélection sous réserve d'accords réciproques.

Les ministères doivent retranscrire leur accord

=> Toutes les dépenses considérées en analyse des coûts doivent avoir fait l'objet d'un accord réciproque entre programme d'origine des crédits et programme destinataire des fonds. En cas de désaccord, la DB arbitre.

Les commentaires doivent porter sur l'ensemble des DT considérés en analyse des coûts.

FICHE 5 – Les contrôles de cohérence de FARANDOLE

Pour garantir la cohérence des données, l'application FARANDOLE permet de visualiser un certain nombre d'anomalies.

6.1. Contrôle sur les déversements internes au programme

Si la somme des déversements entre les actions du programme n'est pas égale à zéro, FARANDOLE le signale par un message d'erreur, du type : **✖ erreur la somme des ventilations internes doit être nulle.**

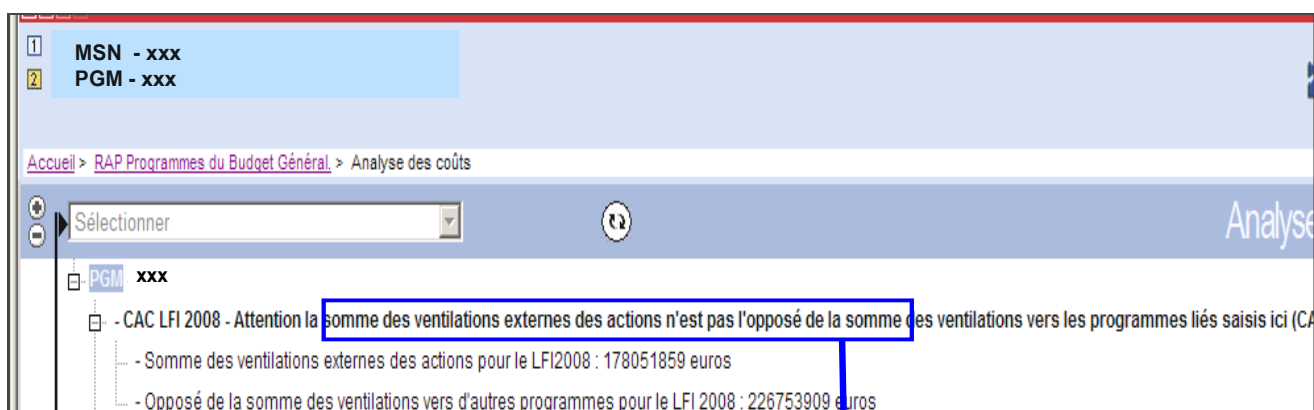
Ce **contrôle est bloquant** ce qui rend impossible l'enregistrement de la saisie (pour les programmes du budget annexe), si l'anomalie n'est pas rectifiée.

6.2. Contrôle sur les déversements externes

FARANDOLE fournit deux types d'information sur l'écran d'accueil CAC du programme.

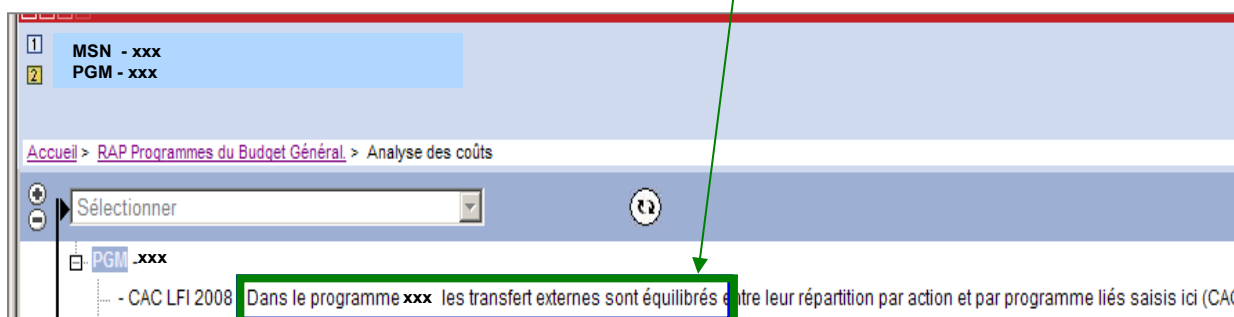
- Un premier contrôle de cohérence sur les montants ventilés du programme : ventilation entre les actions du programme et ventilation associée aux programmes liés :

Le premier type de message d'anomalie est le suivant :



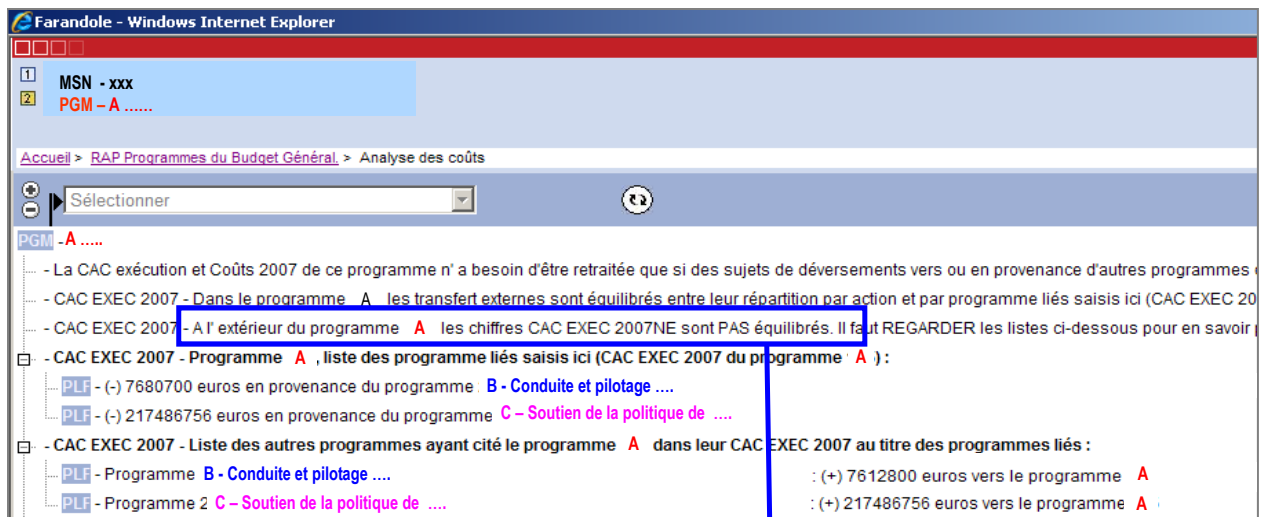
Signale que le tableau de ventilation des crédits par action saisi pour ce programme donne un total de déversements externes différent du total donné par le tableau des programmes liés saisi pour ce même programme.

Une fois l'anomalie corrigée, le message de FARANDOLE est du type suivant :



- un second contrôle de cohérence entre les déversements externes déclarés par le programme et ceux déclarés par les autres programmes bénéficiaires à l'origine des déversements externes.

Le second type de message d'anomalie est le suivant :



Signale les incohérences suivantes :

Cas 1

- 1- le programme A déclare un déversement venant du programme B : (-) 7 680 700 euros
- 2- alors que le programme B déclare de son côté déverser sur le programme A : (+) 7 612 800 euros

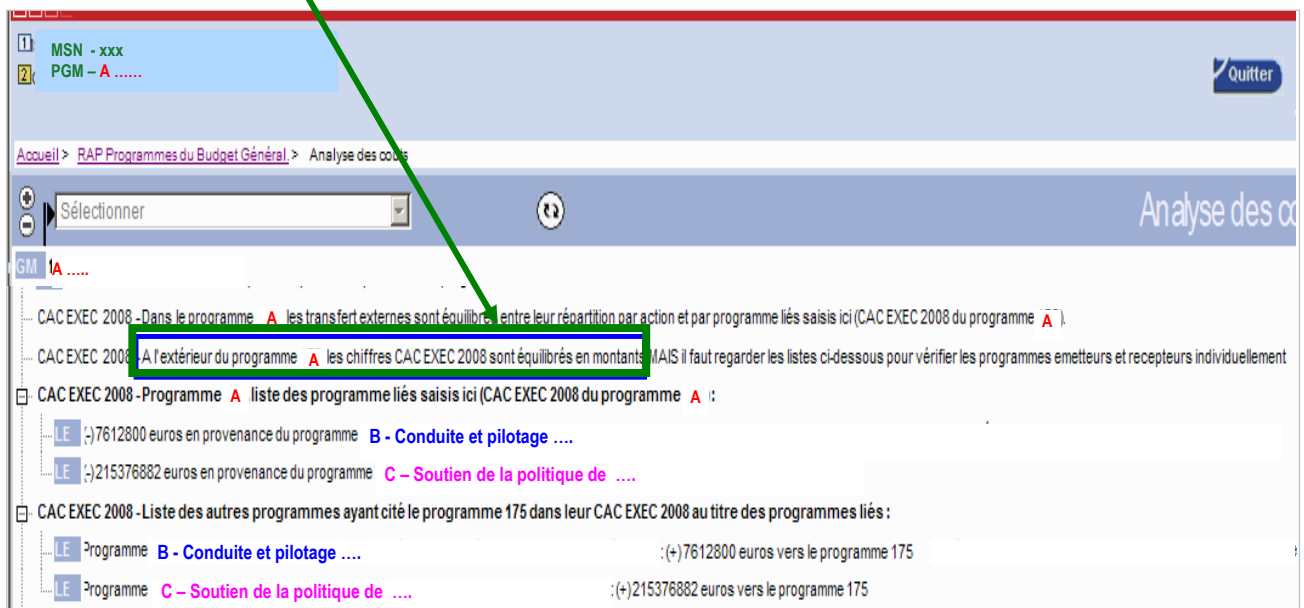
=> Les montants ne sont pas cohérents

Cas 2

- 1- le programme A déclare recevoir un déversement du programme C : (-) 217 486 756 euros
- 2- alors que le programme C de son côté déclare déverser sur le programme A : (+) 217 486 756 euros

=> Le sens des déversements n'est pas cohérents

Une fois l'anomalie corrigée, ce qui nécessite de se rapprocher du correspondant ministériel CAC concerné, le message donné par FARANDOLE est du type suivant :



6.3. Contrôle sur le résultat global de la CAC

Les deux contrôles de cohérence précités peuvent être satisfaisants mais le résultat final de la CAC peut cependant conduire à un résultat négatif sur une ou plusieurs actions.

Le message d'erreur de FARANDOLE est alors du type suivant :

1 MSN : xxxx
2 PGM : xxxx

Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Analyse des coûts

Sélectionner

PGM : xxxx

- CAC LFI 2010 - Au moins une action a un total après ventilation négatif.

- CAC LFI 2010 - A l'extérieur du programme xxx les chiffres CAC LFI 2010 sont équilibrés en

Dès lors que la saisie effectuée dans le volet CAC de FARANDOLE fait apparaître ce type d'incohérence. FARANDOLE produit un message d'anomalie à **caractère bloquant** qui ne permet pas l'enregistrement des données CAC. A ce stade, seule une rectification des calculs de la CAC permet de finaliser l'étape.

FICHE 6 – Liste des programmes et bureaux sectoriels de rattachement

Mission	Code Programme	Programme	Ministère	Bureau sectoriel
Action extérieure de l'État	P105	Action de la France en Europe et dans le monde	Affaires étrangères	7BAED
Action extérieure de l'État	P185	Diplomatie culturelle et d'influence	Affaires étrangères	7BAED
Action extérieure de l'État	P151	Français à l'étranger et affaires consulaires	Affaires étrangères	7BAED
Administration générale et territoriale de l'État	P307	Administration territoriale	Intérieur	5BIAG
Administration générale et territoriale de l'État	P232	Vie politique, culturelle et associative	Intérieur	5BIAG
Administration générale et territoriale de l'État	P216	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Intérieur	5BIAG
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	P154	Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	Agriculture, agroalimentaire et forêt	7BA
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	P149	Forêt	Agriculture, agroalimentaire et forêt	7BA
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	P206	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Agriculture, agroalimentaire et forêt	7BA
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	P215	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Agriculture, agroalimentaire et forêt	7BA
Aide publique au développement	P110	Aide économique et financière au développement	Économie et finances	7BAED
Aide publique au développement	P209	Solidarité à l'égard des pays en développement	Affaires étrangères	7BAED
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	P167	Liens entre la Nation et son armée	Défense	5BDM
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	P169	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	Défense	5BDM
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	P158	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	Services du Premier ministre	5BDM
Conseil et contrôle de l'État	P165	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Services du Premier ministre	8BJM
Conseil et contrôle de l'État	P126	Conseil économique, social et environnemental	Services du Premier ministre	8BJM
Conseil et contrôle de l'État	P164	Cour des comptes et autres juridictions financières	Services du Premier ministre	8BJM
Conseil de contrôle de l'État	P340	Haut Conseil des finances publiques	Services du Premier ministre	8BJM
Culture	P175	Patrimoines	Culture et communication	8BCJS
Culture	P131	Création	Culture et communication	8BCJS
Culture	P224	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture et communication	8BCJS
Défense	P144	Environnement et prospective de la politique de défense	Défense	5BDM
Défense	P178	Préparation et emploi des forces	Défense	5BDM
Défense	P212	Soutien de la politique de la défense	Défense	5BDM
Défense	P146	Équipement des forces	Défense	5BDM
Direction de l'action du Gouvernement	P129	Coordination du travail gouvernemental	Services du Premier ministre	5BIAG
Direction de l'action du Gouvernement	P308	Protection des droits et libertés	Services du Premier ministre	5BIAG
Direction de l'action du Gouvernement	P333	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	Services du Premier ministre	5BIAG
Écologie, développement et mobilité durables	P203	Infrastructures et services de transports	Écologie, développement durable et énergie	4BT
Écologie, développement et mobilité durables	P205	Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	Écologie, développement durable et énergie	4BT
Écologie, développement et mobilité durables	P170	Météorologie	Écologie, développement durable et énergie	4BDD / 4BT
Écologie, développement et mobilité durables	P113	Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement durable et énergie	4BDD / 4BLVT / 4BT
Écologie, développement et mobilité durables	P159	Information géographique et cartographique	Écologie, développement durable et énergie	4BDD / 4BLVT / 4BT

Mission	Code Programme	Programme	Ministère	Bureau sectoriel
Écologie, développement et mobilité durables	P181	Prévention des risques	Écologie, développement durable et énergie	4BDD / 4BT
Écologie, développement et mobilité durables	P174	Énergie, climat et après-mines	Écologie, développement durable et énergie	4BDD / 4BLVT / 4BT
Écologie, développement et mobilité durables	P217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Écologie, développement durable et énergie	4BDD / 4BT
Économie	P134	Développement des entreprises et du tourisme	Économie et finances	3BEPII / 8BEFOM
Économie	P220	Statistiques et études économiques	Économie et finances	8BEFOM
Économie	P305	Stratégie économique et fiscale	Économie et finances	8BEFOM
Égalité des territoires et logement	P177	Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	Égalité des territoires et logement	6BSI
Égalité des territoires et logement	P109	Aide à l'accès au logement	Égalité des territoires et logement	4BLVT
Égalité des territoires et logement	P135	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Égalité des territoires et logement	4BDD / 4BLVT
Égalité des territoires et logement	P337	Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	Égalité des territoires et logement	4BDD
Engagements financiers de l'État	P117	Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	Économie et finances	1BLF
Engagements financiers de l'État	P114	Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	Économie et finances	CM7
Engagements financiers de l'État	P145	Épargne	Économie et finances	4BLVT
Engagements financiers de l'État	P168	Majoration de rentes	Économie et finances	6BRS
Engagements financiers de l'État	P336	Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	Économie et finances	7BUE
Engagements financiers de l'État	P338	Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	Économie et finances	7BUE
Engagements financiers de l'État	P344	Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	Économie et finances	5BCL
Enseignement scolaire	P140	Enseignement scolaire public du premier degré	Éducation nationale	3BEN
Enseignement scolaire	P141	Enseignement scolaire public du second degré	Éducation nationale	3BEN
Enseignement scolaire	P230	Vie de l'élève	Éducation nationale	3BEN
Enseignement scolaire	P139	Enseignement privé du premier et du second degrés	Éducation nationale	3BEN
Enseignement scolaire	P214	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Éducation nationale	3BEN
Enseignement scolaire	P143	Enseignement technique agricole	Agriculture, agroalimentaire et forêt	7BA
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	P156	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Économie et finances	8BEFOM
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	P218	Conduite et pilotage des politiques économique et financière	Économie et finances	8BEFOM
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	P302	Facilitation et sécurisation des échanges	Économie et finances	8BEFOM
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	P309	Entretien des bâtiments de l'État	Économie et finances	1BLF
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	P148	Fonction publique	Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique	8BEFOM
Immigration, asile et intégration	P303	Immigration et asile	Intérieur	7BAED
Immigration, asile et intégration	P104	Intégration et accès à la nationalité française	Intérieur	7BAED
Justice	P166	Justice judiciaire	Justice	8BJM
Justice	P107	Administration pénitentiaire	Justice	8BJM
Justice	P182	Protection judiciaire de la jeunesse	Justice	8BJM
Justice	P101	Accès au droit et à la justice	Justice	8BJM
Justice	P310	Conduite et pilotage de la politique de la justice	Justice	8BJM
Justice	P335	Conseil supérieur de la magistrature	Justice	8BJM
Médias, livre et industries culturelles	P180	Presse	Culture et communication	8BJM
Médias, livre et industries culturelles	P334	Livre et industries culturelles	Culture et communication	8BJM
Médias, livre et industries culturelles	P313	Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	Culture et communication	8BJM
Outre-mer	P138	Emploi outre-mer	Outre-mer	4BLVT / 8BEFOM
Outre-mer	P123	Conditions de vie outre-mer	Outre-mer	4BLVT / 8BEFOM

Mission	Code Programme	Programme	Ministère	Bureau sectoriel
Politique des territoires	P112	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Intérieur	4BLVT
Politique des territoires	P162	Interventions territoriales de l'État	Services du Premier ministre	4BDD / 4BLVT
Politique des territoires	P147	Politique de la ville	Services du Premier ministre	4BLVT
Recherche et enseignement supérieur	P150	Formations supérieures et recherche universitaire	Enseignement supérieur et recherche	3MIRES
Recherche et enseignement supérieur	P231	Vie étudiante	Enseignement supérieur et recherche	3MIRES
Recherche et enseignement supérieur	P172	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Enseignement supérieur et recherche	3MIRES
Recherche et enseignement supérieur	P193	Recherche spatiale	Enseignement supérieur et recherche	3MIRES
Recherche et enseignement supérieur	P190	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Écologie, développement durable et énergie	3BEPII
Recherche et enseignement supérieur	P192	Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Redressement productif	3BEPII
Recherche et enseignement supérieur	P191	Recherche duale (civile et militaire)	Défense	5BDM
Recherche et enseignement supérieur	P186	Recherche culturelle et culture scientifique	Culture et communication	3MIRES / 8BCJS
Recherche et enseignement supérieur	P142	Enseignement supérieur et recherche agricoles	Agriculture, agroalimentaire et forêt	7BA
Relations avec les collectivités territoriales	P119	Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	Intérieur	5BCL
Relations avec les collectivités territoriales	P122	Concours spécifiques et administration	Intérieur	5BCL
Santé	P204	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Affaires sociales et santé	6BCS
Santé	P183	Protection maladie	Affaires sociales et santé	6BCS
Sécurité	P176	Police nationale	Intérieur	5BIAG
Sécurité	P152	Gendarmerie nationale	Intérieur	5BIAG
Sécurité	P207	Sécurité et éducation routières	Intérieur	4BT
Sécurités	P161	Sécurité civile	Intérieur	5BIAG
Solidarité, insertion et égalité des chances	P304	Inclusion sociale et protection des personnes	Affaires sociales et santé	6BSI
Solidarité, insertion et égalité des chances	P157	Handicap et dépendance	Affaires sociales et santé	6BSI
Solidarité, insertion et égalité des chances	P137	Égalité entre les femmes et les hommes	Services du Premier ministre	6BSI
Solidarité, insertion et égalité des chances	P124	Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	Affaires sociales et santé	6BSI
Sport, jeunesse et vie associative	P219	Sport	Ville, jeunesse et sport	8BCJS
Sport, jeunesse et vie associative	P163	Jeunesse et vie associative	Ville, jeunesse et sport	8BCJS
Travail et emploi	P102	Accès et retour à l'emploi	Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	6BEFP
Travail et emploi	P103	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	6BEFP
Travail et emploi	P111	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	6BEFP
Travail et emploi	P155	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	6BEFP
Contrôle et exploitation aériens	P613	Soutien aux prestations de l'aviation civile	Écologie, développement durable et énergie	4BDD / 4BT
Contrôle et exploitation aériens	P612	Navigation aérienne	Écologie, développement durable et énergie	4BDD / 4BT
Contrôle et exploitation aériens	P614	Transports aériens, surveillance et certification	Écologie, développement durable et énergie	4BDD / 4BT
Publications officielles et information administrative	P623	Édition et diffusion	Services du Premier ministre	5BIAG
Publications officielles et information administrative	P624	Ressources humaines	Services du Premier ministre	5BIAG

FICHE 7-1 – Modèle de fiche de déversements

Téléchargeable à partir du site de la Performance publique

Les fiches de déversements sont des documents qui décrivent et justifient les liens de consommation de ressources :

- elles formalisent les accords obtenus de tous les RPROG et « directions Soutien » concernées ;
- elles justifient le déversement notamment par rapport à la nature du soutien ou du service polyvalent et quant à la (aux) politique(s) publique(s) bénéficiaire(s) ;
- elles précisent les règles de calcul du déversement.

Ministère PAP XXXX														
Fiche explicative de déversement.....		PPP-AAAA-n°d'ordre												
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p>EMETTEUR¹</p> <p>Mission : Programme : ACTION/SOUS-ACTION : Direction(s) ou service(s) concerné(s) :</p> </div> <div style="width: 50%; border: 1px solid red; padding: 5px; color: red; text-align: center;"> Références à mentionner sur le tableau des déversements </div> </div>														
<p>RECEPTEUR²</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 33%;">Mission(s)</th> <th style="width: 33%;">Programme(s)</th> <th style="width: 34%;">Action(s) /sous-action</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td>.....</td> </tr> </tbody> </table>			Mission(s)	Programme(s)	Action(s) /sous-action								
Mission(s)	Programme(s)	Action(s) /sous-action												
													
<div style="border: 1px solid red; padding: 5px;"> <p>Dans le cas d'un déversement externe³:</p> <ul style="list-style-type: none"> Accords obtenus : Information diffusée : </div>														
<p>Nature des crédits déversés⁴ :</p> <p>T2 (préciser la catégorie)</p> <p>HT2 (préciser la catégorie)</p> <p>Tous titres</p> <p>Justification du déversement⁵</p>														
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 60%;"> <p>Modalités de déversement⁶</p> <table style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th style="width: 10%;">N°</th> <th style="width: 40%;">arguments</th> <th style="width: 20%;">Source</th> <th style="width: 30%;">Règles de calcul</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> <tr> <td>2</td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> </tbody> </table> </div> <div style="width: 35%; border: 1px solid red; padding: 5px; color: red; text-align: center;"> Correspond à la notion de segment </div> </div>			N°	arguments	Source	Règles de calcul	1				2			
N°	arguments	Source	Règles de calcul											
1														
2														
<p>Point de vigilance – interdépendance de certains déversements</p> <p>Déversement n° , type P/S => voir également fiche de déversement n°.....</p> <p>Déversement n° , type P/S => voir également fiche de déversement n°.....</p> <p>...</p>														
<p>Éléments contribuant aux commentaires des résultats⁷</p> <p>1 - Reliquat éventuel non déversé⁸ :</p> <p>2- explications...</p> <p>Effet de cascade</p>														

¹ Origine du déversement

² Destination du déversement

³ Échanges préalables avec le ou les responsables de programme destinataire(s) du déversement, sur la justification et les modalités du déversement

⁴ Nature et justification

⁵ Notamment par rapport à la nature du soutien ou du service polyvalent et quant à la (aux) politique(s) publique(s) bénéficiaire(s) :

⁶ Total par programme(s) de destination ; et détail des actions de politique publique concerné ; règles de déversement, clés de répartition, formule de calcul développée (sans valorisation) ; désignation des critères utilisés ; justification des règles de déversement) :

⁷ Impact du déversement sur le coût des politiques publiques

⁸ Nature et justification

FICHE 7-2 – Les matrices des déversements

Les matrices de déversements sont des outils, fichiers Excel, de modélisation des calculs des coûts des actions. Elles procèdent ainsi à la valorisation de ces derniers.

La matrice de déversement ne doit pas être confondue avec le calcul des clés de déversement. Si ces calculs sont généralement et à titre opérationnel intégrés dans la matrice, la phase de conception et de réflexion attachée à l'identification des déterminants de la dépense doit être clairement distinguée de la phase de valorisation des coûts qui justifie, à elle seule, l'existence de la matrice.

FICHE 7-3 – Modèle de tableau des cycles des déversements (TDD)

Outil de description synthétique des règles de déversement appliquées dans la CAC du ministère, le tableau des cycles des déversements constitue un outil d'audit et de contrôle interne.

Le tableau des cycles des déversements permet ainsi :

- d'identifier les éléments de ventilation, sachant que les cascades, déversements réciproques, etc. sont prohibés ;
- de suivre de façon précise les évolutions de règles engagées (modifications liées à des changements de périmètres, simplification des règles, etc.).

Le TDD s'articule autour de 4 zones :

Zone 1 Action émettrice

Une ligne est à renseigner par action ou sous-action émettrice. Il convient de préciser s'il s'agit d'une action mixte (polyvalente, de soutien ou d'un décret de transfert (au RAP uniquement)). La zone « Action émettrice » permet de préciser :

- En observations :
 - l'origine du déversement ;
 - le pourcentage à déverser de l'action émettrice (% émetteur) dans le cadre d'un déversement partiel ;
 - la valeur en euros du montant à déverser lorsqu'il s'agit d'un montant fixe (déversements extérieurs notamment).
- Le périmètre du déversement :
 - Interne : déversement opéré au sein du programme ;
 - Externe : déversement opéré vers un autre programme au sein du même ministère ;
 - Extérieur : déversement opéré entre programmes de ministères différents.
- Le type de déversement (primaire ou secondaire) :
 - Un déversement est primaire, lorsque que l'action émettrice ne déverse pas des crédits par ailleurs reçus ;
 - Un déversement est secondaire lorsque l'action émettrice déverse des crédits par ailleurs reçus (cas de figure proscrit en CAC car nuisant à la lisibilité et à la sincérité des informations portées à la connaissance du Parlement).

Zone 2 Action réceptrice (de destination)

- Une ligne est créée par programme récepteur, suivie de la liste des actions réceptrices.
- Les colonnes précédentes de la zone émettrice seront donc répétées autant de fois sur une nouvelle ligne qu'il existe de programmes récepteurs.

Zone 3 Modalités de valorisation des déversements

Cette partie précise les paramètres retenus pour le calcul : nature comptable, base de calcul, clé, unité de répartition et source des données physiques (clé, identification de la règle de déversement).

- **La classe de comptes ou T/C** doit être précisée si certaines natures comptables sont exclues de la base de calcul. Cette donnée est définie et renseignée par l'émetteur.
- **L'unité et la source des données physiques** servent à connaître l'origine des modalités de calcul.
- **L'intervalle** n'est renseigné qu'en cas de ratio, par le récepteur.

Zone 4 Modalités d'exécution des déversements

- **Modalités de regroupement des règles** : le **cycle de rattachement** permet d'exécuter en masse les segments. Le nombre de cycle(s) interne/externe par ministère est limité. La présence d'un 2^{ème} cycle interne/externe doit poser question.

► zone 3 du TDD

Valorisation des déversements								
Classe de comptes ou titres/catégories	Base émettrice montant fixe (MF) ou montant enregistré (ME)	Type de valorisation (modalité de calcul) Ratio/Montant	Code Ratio	Unité	source des données physiques	Intervalle De	Intervalle A	Segment
T2,T3,T5	ME	ratio	10506E	ETPT	RH	0105-01	0209-09	10506E-P
T2,T3,T5	ME	ratio	10506E	ETPT	RH	0105-01	0209-09	10506E-P
T2,T3,T5	ME	ratio	10506E	ETPT	RH	0105-01	0209-09	10506E-P
T2,T3,T5	ME	ratio	10506E	ETPT	RH	0105-01	0209-09	10506E-P

Assiette de calcul (nature des crédits) → Classe de comptes ou titres/catégories
 Méthode de valorisation → Type de valorisation (modalité de calcul) Ratio/Montant
 Identification de la clé de ventilation dans l'outil → Code Ratio
 Nature de la clé → Unité
 Assiette de calcul (bornes d'application de la clé) → Intervalle De, Intervalle A
 Identification de la règle de déversement → Segment

► Zone 4 du TDD

Modalités d'exécution des déversements	
Cycle de rattachement	Variante Ministérielle
PM01M2	P_MAE_INT_2013
PM01M2	P_MAE_INT/2013
P309RA	P_MAE_EXT_2013
PM01M1	P_MAE_INT_2013

Cycles = regroupement de segments

Déversements internes/externes

Déversements au sein du même ministère nécessitant une coordination ministérielle

Déversements extérieurs

Déversements entre ministères nécessitant une coordination accrue des échanges

Regroupement de cycles = variantes

Les variantes sont organisées autour de deux types de cycles de déversement : les extérieurs d'une part ; les internes/externes d'autre part.

En cas d'articles 98-99, il peut y avoir une variante complémentaire

FICHE 8 – Ressources documentaires et référents à la direction du budget

9.1. Ressources documentaires

- **Guide de saisie de la CAC dans FARANDOLE**
Disponible sur la page d'accueil de FARANDOLE – Informations et Guides utilisateurs
- **Guide de prise en main de la CAC dans CHORUS**
Disponible sur Diapason
- **Cahier pratique d'aide à l'élaboration du volet CAC des RAP par les DCM**
Disponible sur Diapason

9.2. Site internet : <http://www.performance-publique.budget.gouv.fr>

Rubrique CAC : <http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/performance-gestion-publiques/cac-comptabilite-d-analyse-couts-sens-lolf>

The screenshot shows the 'Forum de la Performance' website. The header includes the logo of the Direction du Budget and the title 'FORUM DE LA PERFORMANCE'. Navigation links include 'FINANCES PUBLIQUES', 'BUDGET ET COMPTES DE L'ÉTAT', 'PERFORMANCE ET GESTION PUBLIQUES', 'CADRE DE LA GESTION PUBLIQUE', 'DOCUMENTS BUDGÉTAIRES', 'VEILLE INTERNATIONALE', and 'RESSOURCES DOCUMENTAIRES'. The main content area is titled 'La CAC (comptabilité d'analyse des coûts au sens de la LOLF)'. It features a sidebar on the left with a menu for 'PERFORMANCE ET GESTION PUBLIQUES' and 'Essentiel'. The main text describes the CAC as a tool for analyzing public costs. A 'Sommaire' section lists key documents. A right sidebar titled 'RESSOURCES DOCUMENTAIRES' lists various documents related to cost analysis and budgeting.

9.3. Correspondants à la direction du budget (bureau de synthèse - 2PERF)

- Mail : L-budget-perf@finances.gouv.fr